

**LES ANTILLES FRANÇAISES SIX MOIS
APRÈS LES OURAGANS**

**LES LEÇONS
D'UNE CATASTROPHE**

REPÈRES

Saint-Martin (35 000 habitants) et Saint-Barthélemy (9 600 habitants) composent l'archipel dit des Îles du Nord, situé à environ 260 kilomètres au nord-ouest de la Guadeloupe. Les deux îles ont choisi chacune en 2007 le statut de collectivité d'outre-mer (COM) au sens de l'article 74 de la Constitution : les COM sont dotées d'un conseil territorial élu tous les cinq ans ; elles ne comptent aucune commune ni autre niveau territorial d'administration. L'ouragan Irma a ravagé les îles de Saint-Martin et Saint-Barthélemy durant la nuit du 5 au 6 septembre 2017. Douze jours plus tard, du 17 au 19 septembre, l'ouragan Maria a frappé la Martinique, la Dominique et la Guadeloupe. Tous les deux classés en catégorie 5 (vents soutenus de plus de 250 km/h), ils sont considérés comme parmi les plus puissants ayant jamais sévi sur les Antilles.



Les phénomènes climatiques extrêmes se multiplient. Non seulement sur les zones tropicales mais également dans les régions tempérées¹. Désormais, le pire n'arrive pas qu'aux autres, et la culture de la gestion de crise doit se généraliser dans la population, les collectivités locales et les services de l'État. C'est pourquoi il est utile de se pencher six mois après sur la situation des Antilles françaises, victimes en septembre dernier de deux ouragans spectaculaires et meurtriers. Quelles leçons en retenir ? Quelles ont été les failles dans l'anticipation du cataclysme ou dans la prise en charge des sinistrés ? Sur quels ressorts s'appuyer pour mieux préparer "l'après" ?

PAR PIERRE-ANTOINE LÉGOUTIÈRE



© P-A Légoitière

Maisons dévastées, épaves, arbres déracinés, tôles enchevêtrées, toits bûchés, tentes éparées : Saint-Martin offre encore aujourd'hui au visiteur un spectacle de désolation. Chacun sait que la préfecture a été entièrement détruite, sauf les murs porteurs. Ça et là, ne subsistent que les façades d'hôtels de luxe, semblables à des décors de cinéma. Mais le pire concerne les habitations.

LES QUARTIERS POPULAIRES LES PLUS VIOLEMMENT FRAPPÉS

En effet, 60 à 70 % des habitations ont été endommagées, alors que Saint-Martin comprend des zones où vivent des milliers de personnes dans une situation de forte précarité². Circonstance aggravante, ces zones, Sandy Ground et le Quartier d'Orléans, sont situées en bord de mer, et ont donc eu à affronter une submersion cataclysmique. Avec plus de 2,50 mètres d'eau, d'innombrables habitations de plain-pied ont ainsi été totalement submergées [voir photos]. Et à

la submersion sont venus s'ajouter les corollaires habituels des phénomènes cycloniques : arrachage des toits sous la force du vent, destruction des constructions les plus rudimentaires, interruption des réseaux d'eau, d'électricité et de communications, blocage des routes par la chute d'arbres et de poteaux, etc. Et, de toute évidence, personne ne s'était réellement préparé à un phénomène d'une telle dimension.

UN FLAGRANT DÉNI DE GRAVITÉ

De toute évidence, l'anticipation des événements n'a pas été à la hauteur de la catastrophe. En complément de la mobilisation des médias, les

1 - Rappelons que, début janvier 2018, la tempête Eleanor a fait sept morts en France métropolitaine avant de ravager l'Irlande. Les travaux internationaux concluent à une intensification progressive de ces phénomènes climatiques. Par ailleurs, le réchauffement climatique conduit mécaniquement à un accroissement généralisé des précipitations entraînant leur lot de crues et d'inondations. Même la Suisse, touchée par le dégel du permafrost, a connu récemment des coulées de boue meurtrières.
2 - Il est difficile d'en estimer le nombre, en raison de l'immigration clandestine qui affecte l'île. Sur les 35 000 habitants recensés officiellement dans la partie française de l'île, l'approximation est de 5 000 habitants soit près de 15 % de la population.



© P-A Légoutière



© P-A Légoutière

élus ont pourtant fait du porte-à-porte jusqu'au début de l'ouragan, pour convaincre les plus récalcitrants de se protéger, comme en témoigne un pompier volontaire du Quartier d'Orléans [voir encadré], Il n'y a donc pas eu à proprement parler de défaut d'information. Dès lors, comment expliquer l'ampleur des dégâts ? Le premier facteur d'explication est sans doute, objectivement, d'ordre culturel, comme le souligne Annick Pétrus, vice-présidente de Collectivité chargée du social et de l'éducation : "Entre ceux qui avaient connu Luis³, et qui ne croyaient pas qu'Irma pouvait être encore plus puissant, et ceux, les jeunes ou les nouveaux habitants, qui n'avaient jamais connu de cyclone, dominait une certaine inconscience".

Ce déni de la gravité du cataclysme, corroboré par de nombreux témoins, explique bien des manquements quant à l'attitude à adopter dans ce genre de circonstances. Bien sûr, la plupart

3 - Le 5 septembre 1995, Luis, un ouragan de catégorie 4, frappait entre autres Saint-Barthélemy et Saint-Martin.

Marc Lake - Héros non reconnu



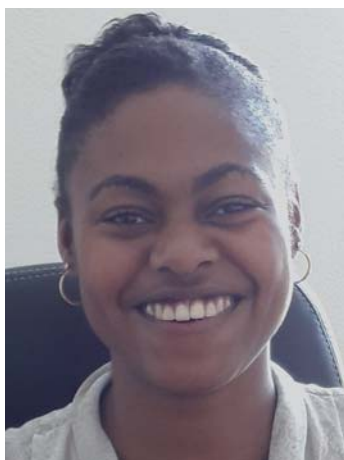
"J'ai commencé à intervenir pendant l'ouragan, vers la fin : il y avait de nombreuses personnes sur leurs toits qui appelaient au secours. Le contexte était plus que dangereux : des tôles continuaient à voler et l'eau à monter. Vaches, moutons, chevaux, étaient emportés par les flots. J'ai ramené des gens chez moi, ou chez des cousins

qui habitaient en hauteur, en fouillant les maisons pour convaincre les habitants de fuir face au risque de noyade. J'ai dû récupérer un corps et le ramener chez sa grand-mère. C'était épuisant, harassant. J'ai prodigué les premiers traitements chez moi (coupures, plaies...) avec l'aide d'une infirmière du quartier. Il était impossible de transporter les blessés graves : il a fallu temporiser. Les anciens ne voulaient pas aller à l'hôpital : il a fallu aller les soigner à domicile, à pied, évidemment. J'ai relevé beaucoup d'entêtement de la part de ceux qui avaient connu Luis. Les gens n'étaient pas préparés. La plupart n'ont pas contrôlé ou arrimé leurs toits. Avant l'ouragan, les élus avaient pourtant fait du porte-à-porte dans tout le quartier. Mais il n'y a pas eu d'organisation en amont pour les premiers secours. Il n'y avait pas de renforts, pas d'organisation, pas de consignes pendant cette phase-là. En tant que pompier, j'ai été seul toute la journée. On a quand même eu le soir juste après Irma le renfort de collègues de Guadeloupe. Bien sûr, si un cyclone de même ampleur se reproduisait l'année prochaine, la population réagirait autrement".

des habitants ont respecté les consignes ordinaires, comme la constitution d'un stock de provision ou le confinement. Certains ont aussi pris le soin de ranger les vêtements et les souvenirs dans des cantines étanches. Mais le plus important a été négligé, car avec l'augmentation considérable de la population de l'île (multipliée par quatre en vingt ans, de 1980 à 2000), des risques bien plus considérables se sont révélés. Importance des bidonvilles, constructions inadaptées faute d'avoir respecté les savoir-faire traditionnels, réseaux d'adduction d'eau insuffisants...

“Un moment de grâce avant le désarroi”

Priscilla Gazon, Intervenante sociale de gendarmerie



“Au Quartier d'Orléans, la plupart des gens étaient très choqués psychologiquement et affectivement : ils avaient perdu leur maison, leurs souvenirs. Le stress était palpable et se lisait sur leurs visages, à leurs regards, à leurs mimiques... Les addicts l'étaient encore plus : l'angoisse gagnait tout le monde.

Mais fort heureusement les solidarités naturelles ont ressurgi : un particulier qui disposait d'un puits a fait la collecte et la distribution d'eau tous les jours. D'autres ont passé leurs journées à débarrasser et à nettoyer les espaces collectifs. Il régnait dans les premiers jours d'après, une ambiance assez magique, une osmose parfaite. Après une journée de nettoyage sans répit, toute une partie du quartier se retrouvait le soir autour du feu pour manger un morceau ensemble. Un partage de joie, de musiques et de rires, dans un mélange de cultures. (N.D.L.R. : on compte plus de 100 nationalités à Saint-Martin)”

APRÈS LA CATASTROPHE CLIMATIQUE, UNE DÉBÂCLE HUMAINE

“Une fois passé l'ouragan, reprend Annick Petrus, nous avons été confrontés à un phénomène inattendu : les pillages. Un épisode extrêmement déstabilisant”. Les bandes de pilleurs, remarquablement organisées selon plusieurs témoins oculaires, s'en sont pris non seulement aux points de distribution alimentaire, ce qui pourrait paraître logique, mais aussi aux magasins vendant des produits relativement onéreux (électronique, télévision, articles de luxe...). Mais aussi aux pharmacies et au dépôt central qui livre les officines. Le plus choquant est que les pillages ont non seulement été le fait de cambrioleurs patentés, mais aussi de M. Tout-le-monde qui, sous prétexte de vérifier le bon état de la maison du voisin, en a profité pour se servir... Le comble : un pharmacien ayant pignon sur rue a été surpris en train de dévaliser les officines de ses confrères. Son jugement est imminent”.

Or, ce type de comportement a contribué à aggraver le chaos ambiant, avec des conséquences sérieuses sur la population. “Des personnes âgées ou dépendantes, sous hémodialyse ou insulino-dépendants ont été dès que possible évacuées en Guadeloupe. Mais ceci dans le plus grand désordre : le recensement des personnes transférées n'a eu lieu qu'après coup !”, explique Jeanine Arnell, cadre à la direction Enfance-Famille de la Collectivité de Saint-Martin. De même, le fonctionnement du service de l'aide sociale à l'enfance se trouve à court terme très fragilisé : “Difficile de trouver de nouvelles familles d'accueil : certaines sont parties et d'autres, accablées par l'ouragan, renoncent à poursuivre leur effort”. Une épreuve de plus pour les associations qui, comme le Centre Symphorien d'Insertion, cherchent à éviter l'errance des jeunes défavorisés [voir encadré]. Au total, près de 1 000 résidents ont décidé de quitter définitivement l'île, de nombreux couples se sont désunis, et nombre de femmes se sont retrouvées sans ressources du fait du départ de leur conjoint. Et malgré les efforts réels des assureurs, les stigmatisés d'Irma subsisteront au-delà du raisonnable : car seuls 40 % des propriétaires (et 60 % des locataires) étaient assurés.

Un seul élément s'est avéré moins dramatique :



© P-A. Legoutière

le bilan humain relativement faible. En effet selon les chiffres les plus couramment évoqués, on a dénombré neuf morts entre Saint-Barthélemy et Saint-Martin.

UNE SOLIDARITÉ SPONTANÉE PORTEUSE DE RÉSILIENCE

On aurait pu dans ce contexte de désolation s'attendre à des séquelles majeures sur le plan sociétal. Mais plusieurs éléments tangibles expliquent la relative vitalité que présente aujourd'hui Saint-Martin, avec des perspectives affirmées en termes de reconstruction et de reprise économique. C'est sans doute dans la richesse humaine de la population de l'île elle-même qu'il faut trouver les raisons d'une fin de crise relativement – très relativement – sereine. Le constat est unanime : il y a eu une très forte mobilisation et un formidable sens de l'entraide au sein de la population. Et cela s'est traduit à tous les niveaux [voir ci-contre l'interview de Priscilla Gazon] : déblayage, hébergement, partage de nourriture ont été le lot commun de chacun. Et, même dans les rues de Quartier d'Orléans, pourtant ô combien déshéritées, on ne sent pas la moindre trace d'abattement.

UNE FORTE MOBILISATION DES POUVOIRS PUBLICS

Il faut souligner en premier lieu l'intervention massive de l'État. Les sinistrés ont ainsi bénéficié d'un déploiement considérable de la sécurité

civile, de la gendarmerie et de pompiers spécialisés. Au plus fort de la crise, ce sont plus de 3 000 fonctionnaires et bénévoles qui intervenaient sur le terrain, soit l'équivalent de près de 10 % de la population. Jean-Paul Simon, retraité depuis plus de dix ans à Saint-Martin, souligne que "l'intervention de la sécurité civile a été déterminante pour la sécurisation et le bâchage des habitations encore debout. De même, l'arrivée du Tonnerre⁴ fin septembre, avec ses hommes, ses rations, son hôpital et ses blocs opératoires, a été un véritable appel d'air pour la population". Accompagné par la mobilisation des associations et la solidarité inter-îles⁵, l'État a rempli son rôle en multipliant les initiatives : des livraisons gratuites de matériels (bâches, préfabriqués) et de secours alimentaires (rations, bouteilles, fontaines etc.) pour l'ensemble de la population ; des aides exceptionnelles mises en place par la CAF ou la CGSS, en plus du versement des allocations et minimas sociaux habituels ; enfin, une carte prépayée de 300 € par adulte et 100 € par enfant a été distribuée aux foyers modestes pour subvenir aux besoins du quotidien,

4 - Deuxième plus grand navire de la Marine nationale, le bâtiment de projection et de commandement (BPC) Tonnerre a débarqué à partir du 25 septembre plus d'une centaine de véhicules, 1 200 tonnes de fret de matériel et 528 militaires.

5 - Les premiers renforts sur l'île sont venus des pompiers de Guadeloupe, qui sont arrivés en bateau de pêche 12 heures après le passage d'Irma. Les deux aéroports de l'île étaient hors service...

Reconstruire pour mieux prévenir

Philippe Gustin, *préfet*



Philippe Gustin, préfet et délégué interministériel chargé de la reconstruction de Saint-Barthélemy et Saint-Martin déclare : “S’agissant de Saint-Martin, la reconstruction à mener n’est pas seulement matérielle : elle est aussi sociétale, et bien souvent les deux dimensions se rejoignent. Il reste des milliers de couvertures de toits à refaire.

Mais les carnets de commande des entreprises sont complets pour deux ans, en raison d’une authentique pénurie de main d’œuvre. Ce qui répond à une explication objective : la technicité des chantiers. Et à une autre, plus subjective, souvent qualifiée de “culturelle” : le refus de se lancer dans un nouveau métier. L’économie parallèle a encore droit de cité. Mais la plupart ne se rendent pas compte que le travail clandestin n’est que l’esclavagisme des temps modernes : des milliers de Saint-Martinois vivent sans protection sociale au nom d’une utopie insulaire.

Au-delà, s’il s’agit de reconstruire, l’urgence est de ne pas se presser, pour éviter de répéter les erreurs du passé. Et cela vaut pour tout type de catastrophe : sécurisation des réseaux d’eau, enfouissement des réseaux de distribution électrique et de communications, sécurisation des normes de construction, redéfinition des règles d’urbanisme ; j’irai même jusqu’à une obligation d’assurance, contraignant notamment les propriétaires bailleurs. Avec le dérèglement climatique avéré, les catastrophes vont se multiplier, et partout. Il faut améliorer la résilience du système. On ne peut rien certes contre la nature, mais on aurait pu minimiser les effets d’un phénomène comme Irma par une simple logique d’investissement”.

mais utilisable exclusivement sur la partie française, pour relancer l’économie de l’île. Des actions ont également été prises pour aider les entreprises à redémarrer et soutenir leur trésorerie, sous la forme d’un moratoire d’un an sur les charges sociales patronales ou d’aides financières directes pour les entreprises sinistrées.

De son côté, le conseil départemental de Guadeloupe a dépêché pendant cinq semaines toute une brigade de travailleurs sociaux pour évaluer les besoins des personnes âgées, handicapées et de l’enfance en danger. Une accumulation de mécanismes dont la vice-présidente Annick Petrus se félicite dans un souffle : “Heureusement qu’il y a eu autant de solidarité spontanée, et l’aide naturelle de la Guadeloupe, toute voisine...”.

DES ENSEIGNEMENTS POUR L’AVENIR

Cette appréciation favorable n’empêche pas Annick Petrus de relever nombre de dysfonctionnements dus à l’impréparation des acteurs du territoire : “Personne n’était prêt à affronter une catastrophe d’une telle ampleur. Pas plus la collectivité que les services de l’État. Et les habitants non plus, d’ailleurs”.

Soucieuse que les engrenages délétères observés juste après la catastrophe ne se reproduisent pas après le prochain cyclone, elle retient et affirme avec force un certain nombre d’enseignements : “Nous avons pêché par manque d’expérience. Le plus grand désordre a été provoqué par la réouverture prématurée des stations-service : après des files d’attente interminables, les gens se sont lancés dans des embouteillages monstres sur des routes souvent impraticables. Il aurait fallu établir une sorte de couvre-feu, réservant la circulation aux seules urgences vitales. La répartition de téléphones satellitaires sur des points névralgiques et auprès de personnes préalablement désignées et listées est indispensable. Enfin, en tant que capitaine de pompiers et présidente de la commission de sécurité du territoire, j’ai compris qu’il fallait tout revoir : les abris, l’organisation, les réseaux... Certains abris ont été fermés au dernier moment, essentiellement grâce au feeling de la préfète. De fait, ils ont été emportés ou détruits. Ce qui montre bien qu’au-delà des consignes habituelles⁶ un plan de sauvegarde doit être en

Le Centre Symphorien d'insertion, un havre après la tourmente

Marie-Paule Rousseau, directrice du Centre Symphorien d'Insertion



Toute la journée, parents ou enfants vont et viennent. Pour quelques instants ou pour toute l'après-midi. Implanté au beau milieu du Quartier d'Orléans, le Centre Symphorien d'Insertion (CSI) sert de véritable poumon à cette cité de plusieurs milliers d'habitants à peu près dépourvue de tout équipement public. Et son utilité s'est

encore renforcée depuis le passage d'Irma.

L'association a été créée en 1995 par une Saint-martinoise alors installée en métropole, avec comme objectif : lutter contre l'errance des jeunes, en leur proposant notamment de l'activité via des chantiers d'insertion. Lors de sa première année d'exercice, le CSI a organisé avec succès des brigades chargées de débarrasser les plages des sargasses, ces algues brunes malodorantes et dangereuses pour la santé. Puis il a créé, sur un terrain vierge, un "jardin de l'espoir", entretenu jusqu'à Irma par une équipe de dix-huit personnes. Au plus fort de son activité, le CSI a compté jusqu'à 45 salariés. Parallèlement, il organise des campagnes en

direction des jeunes : l'opération "Casques", pour lutter contre l'insécurité routière, la prévention du Sida et des MST... tout en menant une action permanente de réinsertion des jeunes détenus.

Depuis Irma, les particuliers défilent au Centre, surtout des femmes, pour demander un coup de main aux bénévoles pour leurs différentes démarches : demande d'aides matérielles, relations avec les assureurs, inscription à Pôle-emploi... Et de nouvelles actions ont été développées en direction des enfants. Grâce à un partenariat soutenu avec la Fondation de France et le groupe Bayard-Pressé, il a lancé le projet d'une bibliothèque.

LES LOCAUX DU CSI PORTENT LES STIGMATES DU PASSAGE D'IRMA

Plus globalement, c'est le sort des enfants qui mobilise aujourd'hui l'essentiel des efforts du CSI. Comme l'a souligné une intervenante de l'association SosKriz, venue de Martinique en aide aux habitants du Quartier : "Les enfants vivaient bien les choses : ils avaient une plus grande capacité à s'abstraire des réalités matérielles. Mais ils ont vu en revanche se déliter l'image de la parentalité : beaucoup ont vu pour la première fois leurs parents en larmes ou abattus". Dernière initiative en date : apprendre aux enfants à fabriquer des cerfs-volants. "Histoire de les réconcilier avec le vent..."



Pendant ce temps... Maria en Guadeloupe et alentour

En Guadeloupe, l'impact matériel et humain a été bien moindre que dans les îles voisines. C'est surtout la nature qui a souffert, et la dégradation du littoral est assez marquée sur la Côte Sous-le-Vent où nombre de plages portent encore les stigmates du passage de l'ouragan. De plus, 100 % des bananeraies ont été ravagées. Maria a également dévasté 70 % des ressources bananières en Martinique. Par ailleurs, deux communes du sud de Basse-Terre, Gourbeyre et Vieux-Fort, près desquelles est passé l'œil de l'ouragan, ont été particulièrement frappées. A Vieux-Fort, une soixantaine de toits ont été arrachés. Celui de l'école s'est envolé, mais les enfants ont pu être accueillis dans la salle polyvalente. Sylvie Saint-Auret, une habitante, témoigne : "des gens défavorisés, qui n'étaient pas assurés, ont encore des bâches sur les toits. Il y a eu un manque de réactivité des autorités vis-à-vis des populations fragiles : il faudrait par exemple faire un recensement plus précis de l'habitat : il y a des gens dont on ne sait pas qu'ils habitent à tel ou tel endroit. Et enfin, cela pourrait être utile de constituer une "réserve citoyenne" pour intervenir en cas de catastrophe, en mutualisant et en potentialisant les moyens des particuliers, pour le tronçonnage

par exemple". Des habitants qui se sont sentis "coupés du monde" en raison de la situation géographique de la ville. Même son de cloche dans l'archipel des Saintes. Philippe Broc, un habitant de Terre-de-Haut, souligne : "Au lendemain de Maria, l'image était impressionnante : la végétation ressemblait à une forêt d'allumettes : toute les feuilles s'étaient envolées. Il y a eu des rafales de 380 km/h selon l'anémomètre d'un voilier mouillé dans la baie". Et les résidents de petit archipel se sont eux aussi sentis assez seuls. "À part une délégation de la sécurité civile, les saintois ont effectué tout le travail de déblayage et de remise en état : nous n'avons reçu aucune aide de la Guadeloupe". Sans doute un autre effet pervers de la "double insularité". Enfin, l'île de la Dominique, située entre la Guadeloupe et la Martinique, a été totalement dévastée par Maria : "la Dominique a perdu tout ce qui pouvait être perdu", a ainsi déclaré le Premier ministre, Roosevelt Skerrit. Destination "éthique", dont l'économie repose sur l'écotourisme, l'île doit non seulement reconstruire des structures, mais aussi réparer les terribles dommages causés à la nature, symbole identitaire de cette destination à part.

permanence surveillé et actualisé. Et que prévoir le pire consiste à préparer pire que le pire".

Aujourd'hui, la vie a repris son cours. Les établissements scolaires ont rouvert un peu moins de deux mois après la catastrophe. Mais des dizaines de lycéens restent scolarisés en Guadeloupe. Et la vraie reconstruction n'est pas pour demain [voir ci-contre l'interview de Philippe Gustin].

"La principale leçon à retenir est notre incapacité à admettre l'arrivée d'une catastrophe pourtant prévue"

Car comme l'affirme Annick Petrus : "il ne faudra pas reconstruire n'importe comment même si cela prend du temps, et que la population risque d'être impatiente vis-à-vis de ses élus". C'est pourquoi le passage d'Irma doit marquer durablement les esprits, et pas seulement outremer.

Il est nécessaire de retenir les enseignements de ce passé récent. Cela passe par une culture de la gestion de catastrophe qui impose aux autorités publiques de lutter contre le perpétuel déni de la gravité, avec le souci de prévenir quel qu'en soit le coût, toujours bien moindre que celui de réparer. C'est d'ailleurs la voie que semble prendre le gouvernement pour la reconstruction de Saint-Martin. Un budget important de 200 millions d'euros vient d'être débloqué pour pouvoir recourir aux technologies les plus performantes en matière de résistance dans les nouveaux bâtiments publics. Et, parallèlement, des instructions ont été données pour que le secteur privé respecte bien les normes de constructions anticycloniques. Il est bien regrettable d'avoir été obligé de passer par Irma pour en arriver là.

6 - Stocks de provisions de base, arrimage des toits, achat de cantines étanches pour ranger les vêtements et les souvenirs...